

GLOBAL CITIES HUB
2023
RAPPORT ANNUEL



Table des matières

Liste des acronymes	2
Introduction	3
1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH	4
A. Le Forum des maires	4
B. Le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel	6
C. Les négociations intergouvernementales relatives aux pandémies à l'OMS	7
D. Les villes intelligentes	9
E. Le nouveau traité contre la pollution plastique	10
F. Le Forum mondial sur les réfugiés	11
2. Diplomatie silencieuse	13
3. Geneva Urban Debates	15
4. Autres événements	16
5. Collaboration avec les réseaux de villes	18
6. Cartographie et Annuaire des réseaux de villes	20
7. Villes suisses	21
8. Communication	22
9. Développement institutionnel et financement	24
10. Perspectives	26

Liste des acronymes

AIMF	Association internationale des maires francophones
CDH	Conseil des droits de l'homme de l'ONU
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe de l'ONU
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
EPU	Examen périodique universel
FoM	Forum des maires
GCH	Global Cities Hub
GLRs	Gouvernements locaux et régionaux
GPM	Global Parliament of Mayors
GUD	Geneva Urban Debate
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICLEI	Local Governments for Sustainability
ISO	Organisation internationale de normalisation
MMC	Mayors Migration Council
ODDs	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONGs	Organisations non-gouvernementales
ONU	Organisations des Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations unies pour les établissements humains
PAM	Programme alimentaire mondial de l'ONU
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
UIT	Union internationale des télécommunications
UNEA	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WEF	Forum économique mondial
WeGO	World Smart Sustainable Cities Organization

Introduction

Dans un monde qui continue à rapidement s'urbaniser et où les défis sont trop nombreux et importants pour être gérés uniquement aux niveaux international et national, les villes et régions ne peuvent plus être considérées comme de simples entités territoriales administratives et économiques. Les gouvernements locaux et régionaux (GLRs) sont devenus des acteurs à part entière qui s'engagent sur la scène internationale pour : relever les défis globaux avec des solutions locales ; appeler leurs Etats à agir ; nouer des alliances et des partenariats avec d'autres villes et régions et progresser sur des questions urbaines ; coopérer directement avec les organisations internationales pour le bien-être de leurs résidents.

C'est pourquoi le *Global Cities Hub* (GCH) (anciennement *Geneva Cities Hub*) s'engage pour que la communauté internationale devienne plus inclusive à l'égard des GLRs et que les questions urbaines soient également au cœur des débats internationaux. Le GCH poursuit deux objectifs qui demeurent inchangés depuis sa création :

i. Mieux connecter les GLRs à l'ONU et à d'autres OIs afin de renforcer leur influence au sein du multilatéralisme mené par les Etats. Pour ce faire, le GCH identifie les processus multilatéraux pertinents et il encourage les Etats et l'ONU à y créer plus d'espace pour les GLRs d'une part, et d'autre part, il encourage les GLRs à renforcer leur engagement à cet égard. Le but étant d'assurer que les résultats de ces processus multilatéraux puissent être efficacement mis en œuvre par les GLRs dans leurs territoires respectifs. Sur le long terme, le GCH se prononce en faveur de la création d'un nouveau statut pour les GLRs, afin

qu'ils puissent participer aux travaux onusiens en leur propre capacité.

ii. Promouvoir l'agenda urbain au sein de l'écosystème genevois, afin que ce dernier adapte son mode de pensée et d'action dans un monde de plus en plus urbanisé. Pour ce faire, le GCH facilite les échanges entre acteurs internationaux sur leurs activités urbaines respectives et amplifie celles-ci au sein de l'écosystème genevois. Il promeut également le travail urbain des acteurs genevois et explore des questions urbaines pertinentes pour la communauté internationale.

En mettant en œuvre sa mission, le GCH contribue à nourrir l'écosystème genevois et à développer un multilatéralisme inclusif avec les Etats, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et bien sûr les GLRs.

Ce rapport annuel couvre l'ensemble des activités et développements en 2023. Il démontre la pertinence du GCH qui offre une plateforme de collaboration entre acteurs locaux et internationaux et renforce la voix des GLRs au sein du multilatéralisme.

Le GCH s'est construit grâce au soutien de ses partenaires et nous exprimons ici notre profonde gratitude envers la Ville et le Canton de Genève, le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, ainsi qu'envers les nombreux GLRs avec qui nous avons collaboré, les Etats, les organisations internationales, les réseaux de villes, les organisations non gouvernementales (ONGs), les experts académiques et les autres parties prenantes qui ont tous joué un rôle-clé dans le façonnement du GCH.

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH

En 2023, le travail du GCH s'est principalement focalisé sur six processus multilatéraux offrant des points d'entrée concrets pour les GLRs et possédant une attache forte avec la Genève internationale : Le Forum des maires (en coopération avec les 5 Commissions économiques régionales de l'ONU), le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel, les négociations relatives au nouveau traité sur les pandémies, la thématique des villes intelligentes au sein de l'Union internationale des télécommunications, les négociations relatives au nouveau traité contre la pollution plastique, ainsi que le Forum mondial sur les réfugiés. Etant donné que ces 6 processus traitent de thèmes pertinents pour les GLRs (développement urbain durable, droits humains, santé, digitalisation, protection de l'environnement et migration), il est important que les Etats prennent en compte le rôle et les perspectives des GLRs, mais également des solutions développées au niveau local et/ou régional, pour faire avancer les débats internationaux. Si ces 6 processus sont tous différents dans leur forme, le GCH a su trouver des points d'entrées pour les GLRs dans chacun d'entre eux, que ce soit en soutenant la participation des GLRs à ces événements internationaux, en mettant en avant l'importance et la contribution des GLRs dans les thèmes précités ou encore en soumettant des propositions de langage relatives aux GLRs dans les textes négociés par les Etats.

A. Le Forum des maires

Le Forum des maires (FoM) de la Commission économique européenne de l'ONU (CEE-ONU)

LA 3È ÉDITION DU FORUM DES MAIRES

En 2023, le FoM a tenu sa 3è édition à Genève les 2-3 octobre 2023, sous la présidence de M. Sami Kanaan (Conseiller administratif de la ville de Genève et Président du GCH). Réunissant plus de 300 participants, dont des villes (40+ maires), Etats, entités onusiennes, ONGs et autres experts, le FoM a permis aux élus locaux de partager leurs expériences en matière de régénération et de résilience urbaines, ainsi que leurs solutions visant à répondre aux besoins de la population, à protéger les villes contre les catastrophes et le changement climatique, tout en mettant en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable.



réunit des maires pour débattre des défis urbains et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODDs) au niveau local. Entité unique à l'ONU, ce Forum est devenu en janvier 2023 un organe formel permettant aux maires de participer directement aux activités de l'ONU et de transmettre des recommandations aux Etats, notamment en ce qui concerne la mise en

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

œuvre des ODDs. Le FoM accroît ainsi la visibilité des gouvernements locaux au sein de la Genève internationale.

Le GCH a été depuis le début étroitement associé au FoM qui a le potentiel de devenir un point d'entrée majeur pour les maires à l'ONU. Le GCH soutient donc, en étroite collaboration avec la CEE-ONU et les quatre autres commissions économiques régionales de l'ONU, son développement et son ancrage, afin que Genève devienne un centre incontournable de diplomatie urbaine.

En tant que partenaire officiel du FoM, le GCH a été étroitement impliqué dans tous les préparatifs du FoM (sélection des villes participantes, programme du FoM, élaboration des recommandations des maires sur la régénération urbaine transmises aux Etats et organisation d'événements parallèles).

Pour la première fois, le GCH a organisé un important « segment interrégional » avec des maires de toutes les régions du monde, avec le soutien de toutes les commissions économiques régionales de l'ONU. Ce segment a permis au FoM d'avoir une portée globale et donc non limitée à la région Europe-Asie centrale de la CEE-ONU.

En outre, en marge du FoM, le GCH a organisé plusieurs événements avec maires et représentants de la communauté internationale. Parmi eux :

- Une rencontre exclusive entre maires et chefs d'organisations internationales (Haut-Commissariat pour les Réfugiés, Organisation mondiale de la santé, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

et ONU-Habitat) afin de rapprocher les villes de la Genève internationale et d'engager un dialogue de substance sur la migration, la santé, le changement climatique et l'urbanisation, des thèmes au cœur des préoccupations des maires.

- Un événement consacré au financement durable local avec des maires, des représentants du secteur privé et des organisations internationales dans le cadre du sommet Building Bridges 2023.
- Un événement sur les rapports nationaux et locaux sur la mise en œuvre des ODDs par les Etats ainsi que les villes et régions (examens nationaux/locaux volontaires). Maires, Etats et experts se sont penchés sur la nécessaire complémentarité entre les approches nationale et locale, ainsi que sur les lacunes en termes de processus formel pour présenter et discuter les examens locaux volontaires.
- Un événement à l'initiative de la ville de Gand (Belgique), avec des maires, des représentants de l'ONU et de la société civile pour débattre des voies et moyens afin de promouvoir des systèmes alimentaires mondiaux durables, notamment en milieu urbain.

Au final, le GCH a su optimiser son partenariat avec les commissions économiques régionales de l'ONU pour donner vie au concept de multilatéralisme inclusif et faciliter la participation de maires à des débats internationaux. Si le FoM est encore un organe en phase de développement, il est très prometteur. Le GCH continuera à s'engager fortement à cet égard, y inclus pour la 4^e édition du FoM (Genève, 30 sept. – 1 oct. 2024).

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

B. Le Conseil des droits de l'homme et son Examen périodique universel

Etant donné le rôle des GLRs dans la protection et la mise en œuvre des droits humains au niveau local, leur participation au système onusien des droits humains a une valeur ajoutée évidente. C'est particulièrement le cas pour l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme (CDH), car les GLRs peuvent contribuer à ce processus intergouvernemental à plusieurs niveaux (par exemple, contribution des GLRs au rapport national de l'Etat, participation des GLRs dans le groupe de travail de l'EPU à Genève, mise en œuvre des recommandations de l'EPU au niveau local, etc.). Pour faciliter ce travail, une coalition « GLRs à l'EPU » a été mise sur pied début 2022 par le GCH avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ONU-Habitat, UPR Info, la *Friedrich Ebert Stiftung* et *The Geneva human rights platform*.

En 2023, le GCH a coorganisé deux activités au nom de la coalition dans le domaine de l'EPU :

- Un événement public en marge du CDH en janvier pour mettre en avant la contribution des GLRs aux droits humains, avec la participation de représentants de villes, d'Etats et d'ONGs.
- Au nom de la coalition, le GCH a rédigé et publié en février un document informatif pour les GLRs désirant s'engager au sein de l'EPU. Ce document a été largement relayé par les partenaires de la coalition, notamment par le HCDH qui l'a repris sur son site internet en tant que « Guidelines for local and regional governments ».

En sus de son travail sur l'EPU, le GCH s'est également engagé de manière plus large au sein du CDH afin de rendre les Etats plus attentifs au rôle

MIEUX EXPLIQUER L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL AUX GLRs

Le GCH a coordonné les efforts au sein de la coalition « GLRs à l'Examen périodique universel (EPU) » afin de publier une brochure informative pour les GLRs désireux de participer et de contribuer à ce mécanisme des droits de l'homme. La brochure contient des informations générales sur l'EPU et son fonctionnement, les caractéristiques qui rendent ce mécanisme absolument unique, les raisons pour lesquelles les GLRs devraient s'impliquer dans l'EPU et les liens qui existent entre l'EPU et les ODDs. Surtout, la brochure émet des recommandations adressées aux GLRs souhaitant participer à l'EPU, ainsi qu'aux Etats souhaitant soutenir cette participation.



des GLRs dans la promotion, le respect et la mise en œuvre des droits humains sur le terrain. Ainsi, plusieurs activités ont été menées sur ce front :

- Des réunions informelles organisées par la Suisse avec plusieurs Etats. Il s'agissait de sensibiliser les Etats à la valeur ajoutée des GLRs dans le système onusien des droits de l'homme et de débattre des moyens de renforcer leur engagement.
- En avril, le GCH a organisé une réunion informelle avec des Etats, organisations internationales, villes et autres experts pour identifier des opportunités afin d'améliorer les interactions des GLRs avec le système onusien, en particulier dans le domaine des droits humains. Si la question de la création d'un nouveau statut a été jugée prématurée par les participants, l'idée de la création

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

d'un groupe d'Etats amis des GLRs et également l'établissement d'un nouveau Forum sur les GLRs et les droits humains ont été émises.

- Le GCH a suivi plusieurs résolutions pour y introduire du langage pertinent pour les GLRs, notamment en lien avec leur rôle dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.
- Le GCH a maintenu le contact avec le groupe d'Etats (Corée du Sud, Egypte, Roumanie, Chili) qui mène la résolution du CDH sur les administrations municipales et les droits de l'homme pour discuter des prochaines étapes de l'initiative.
- Le GCH s'est prononcé sur la contribution des GLRs durant deux réunions organisées par le HCDH, l'une consacrée aux mécanismes nationaux de mise en œuvre, reporting et suivi (NMIRF), et l'autre aux gouvernements locaux et aux droits humains.
- Le GCH a également effectué une soumission écrite en septembre en réponse à l'appel du HCDH relatif à la résolution du CDH sur les gouvernements locaux et les droits de l'homme afin de proposer des voies et moyens de renforcer l'engagement des GLRs au sein du CDH (notamment en créant un nouveau statut pour les GLRs à l'ONU et en établissant un nouveau Forum sur les gouvernements locaux et les droits humains).
- En décembre, à l'occasion du 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le GCH a pris part à un événement commémoratif de haut-niveau organisé par le HCDH. Le GCH y a notamment présenté son engagement pour: promouvoir du langage pertinent aux GLRs dans les résolutions du CDH; encourager les Etats à impliquer leurs GLRs dans

le cadre de leur collaboration avec le système onusien des droits de l'homme à et renforcer leurs capacités en droits de l'homme; à encourager les procédures spéciales à engager les GLRs durant leurs missions de terrain.

Si les GLRs sont peu nombreux à s'engager au sein de l'EPU et du CDH, le GCH est convaincu que cette priorité demeure pertinente pour son travail et que les Etats prennent peu à peu conscience de la nécessité de mieux inclure les GLRs dans leur collaboration avec le système onusien des droits de l'homme. Le GCH continuera donc à traiter de ce thème en 2024, en espérant y rallier plus d'Etats prêts à soutenir la cause.

C. Les négociations intergouvernementales relatives aux pandémies à l'OMS

La pandémie de Covid-19 a clairement mis en avant le rôle des GLRs pour appliquer les politiques nationales visant à prévenir et contenir la propagation de la maladie, informer la population, identifier les poches de vulnérabilité sur leurs territoires, assister les individus dans le besoin, collecter des données et faciliter le redressement socio-économique postpandémique. En d'autres termes, les GLRs sont essentiels pour prévenir, se préparer et répondre aux pandémies. Par conséquent, les débats internationaux qui traitent de ce thème doivent les inclure.

En 2023, le GCH s'est engagé pour attirer l'attention des Etats sur le rôle des GLRs en termes de prévention, préparation et réponse aux pandémies et de la nécessité de les inclure dans le cadre du nouveau traité sur les pandémies, négocié à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

Parmi les diverses activités menées sur ce sujet :

- Ayant obtenu début 2023, le statut « d'autre partie prenante » dans le cadre des négociations intergouvernementales pour un nouveau traité sur les pandémies, le GCH a pu régulièrement contribuer auxdites négociations. Il a ainsi à plusieurs reprises encouragé les Etats à prendre en compte les perspectives des GLRs et a proposé du langage à cet égard, par écrit et lors d'une formation sur le nouveau traité dispensée par la *Geneva Academy* en février, à l'attention des représentants gouvernementaux participant aux négociations. En novembre, le GCH a formellement soumis sa position sur le projet de traité sur les pandémies aux côtés d'autres organisations participant également aux négociations.
- Le GCH s'est associé à un réseau de maires, le *Global Parliament of Mayors* (GPM), afin de mobiliser les maires par rapport au nouveau traité sur les pandémies. Un événement a été coorganisé par le GCH et le GPM en juillet, avec la participation d'experts en santé globale mondialement reconnus afin de présenter le processus aux maires.
- En guise de suivi à l'événement coorganisé avec le GPM, les maires ont été invités à signer une déclaration initiée par le GCH, en étroite collaboration avec le GPM. La déclaration encourage entre autres les Etats à prendre en compte la complexité de la prévention, préparation et réponse aux pandémies et à appliquer une « *whole-of-government approach* » afin d'être efficaces. Cette déclaration a connu un vif succès avec la signature de plus de 80 maires

LA COLLABORATION AVEC L'OMS

Durant l'année, le GCH s'est engagé avec l'OMS par d'autres biais :

Un entretien avec le Directeur général de l'OMS, Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, durant lequel ce dernier a reconnu le leadership des maires en matière de santé urbaine. En effet, les maires sont particulièrement bien placés pour comprendre les besoins spécifiques de leurs communautés en matière de santé et leurs actions peuvent avoir un impact significatif sur la santé et le bien-être de leurs résidents.

Le GCH a participé pour la 2^e année consécutive à un programme de l'OMS sur la bonne gouvernance urbaine pour la santé et le bien-être. Ainsi, le GCH a pu présenter ses activités à des maires de plusieurs pays (Argentine, Bangladesh, Cameroun, Colombie, Equateur, Mexique et Philippines) et ainsi les encourager à s'engager dans des processus multilatéraux pertinents, y inclus les négociations relatives à un nouveau traité sur les pandémies.



du monde entier.¹ Elle a été portée à la connaissance du Président de l'Assemblée générale de l'ONU (réunion de haut-niveau sur la préven-

¹ Dont des grandes villes comme Accra, Ammann, Barcelone, Berlin, Budapest, Douala, Freetown, Kampala, Managua, Niamey, Rabat, Reykjavik, Sarajevo, Sydney, La Haye, ainsi que Genève, Berne, Winterthur et Zürich du côté suisse.

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

tion, préparation et réponse aux pandémies, sept. 2023), aux co-facilitateurs de la déclaration politique adoptée lors de cette réunion de haut-niveau et aux co-présidents du comité intergouvernemental de négociation relatif au nouveau traité. La déclaration a également été remise formellement en mains propres au Directeur général de l'OMS par les Présidents respectifs du GCH et du GPM lors de la rencontre exclusive entre maires et chefs d'organisations internationales organisée par le GCH en octobre, en marge du Forum des maires.



Le nouveau traité sur les pandémies devrait être finalisé d'ici à mai 2024 pour l'Assemblée mondiale de la santé. Cependant, au vu des difficultés exprimées pour dégager un accord entre Etats, il est possible que les négociations se prolongent. Le GCH continuera à suivre de près le processus et à s'y exprimer en faveur des GLRs.

D. Les villes intelligentes

En 2023, le GCH a poursuivi sa collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) afin de mettre en avant le thème des villes intelligentes (*smart cities*) et de mieux intégrer les villes au sein du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), coordonné par l'UIT. Parmi les diverses activités menées dans ce cadre :

- En mars, sur invitation de l'UIT, le GCH a organisé pour la deuxième année consécutive deux événements pour le SMSI Mayors' track. Le premier événement a permis à des maires

et gouverneurs de présenter des solutions numériques pour l'adaptation au changement climatique et la transition énergétique. Et le deuxième a vu des maires et d'autres acteurs (secteur privé, ONU, société civile) discuter de la meilleure façon de construire des villes résilientes au changement climatique pouvant par la même occasion atteindre les ODDs en promouvant les synergies entre les différents niveaux de gouvernance (local, régional et global).

- En mai, le GCH a rencontré la nouvelle Directrice générale de l'UIT afin de présenter l'organisation et de promouvoir une meilleure participation des GLRs dans les processus relatifs à la numérisation et au développement des villes intelligentes menés par l'UIT.
- En octobre, le GCH et l'UIT ont coorganisé un événement sur le *citiverse* réunissant villes, Etats et organisations internationales pour explorer comment les GLRs peuvent transposer des services publics dans le monde numérique et quels sont les standards et règles au niveau international qui peuvent faciliter ce développement afin de contribuer à des villes plus durables et centrées sur les personnes.
- En décembre, le GCH a formellement présenté ses engagements lors de la réunion annuelle de la coalition Partners2Connect, dont le but est de promouvoir la connectivité et de réduire la fracture numérique pour améliorer la vie de tout un chacun d'ici à 2030. Ainsi, le GCH s'est engagé à promouvoir les activités de la coalition *Partners2Connect* auprès des GLRs, de promouvoir les objectifs de la coalition au sein de son réseau, notamment en organisant un événement annuel pour débattre des enjeux de la connectivité du point de vue des GLRs.

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

En 2024, le GCH poursuivra son engagement sur la thématique des villes intelligentes, en collaboration avec l'UIT dans le cadre du SMSI. Il espère notamment consolider la contribution et la participation des maires au sein du SMSI à plus long terme.



E. Le nouveau traité contre la pollution plastique

Fin 2022, les Etats membres de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) ont décidé d'initier un processus de négociation autour d'un nouveau traité international contre la pollution plastique. Cette dernière concerne une large palette d'acteurs, y inclus les GLRs. Si les milieux urbains sont responsables d'une grande partie de la pollution plastique à l'échelle mondiale, certains ont pris des mesures pour prévenir et remédier à ce fléau (par ex. l'interdiction des articles en plastique à usage unique lors d'événements publics). En outre, ils sont généralement responsables de la gestion des déchets au niveau local. Etant donné leur rôle crucial dans la prévention et la lutte contre la pollution plastique, le GCH s'est engagé en 2023 auprès de certains Etats, du secrétariat (assuré par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)) et du réseau de villes *Local Governments for Sustainability* (ICLEI) pour que les GLRs

soient inclus dans le processus de négociation et dans le texte lui-même.

Parmi les activités entreprises dans le cadre des négociations pour un nouveau traité contre la pollution plastique, le GCH a :

- Organisé un briefing en janvier pour les GLRs en collaboration avec le Pérou (président des trois premières sessions du Comité intergouvernemental qui négocie le traité), la Suisse et le *Geneva Environment Network* afin de sensibiliser les GLRs au thème, de leur expliquer le processus intergouvernemental et les opportunités pour s'engager. Un autre briefing similaire a été organisé en amont de la 2^e session de négociation à Paris (mai), afin d'encourager les GLRs à contribuer au processus. Des intervenants-clé ont pris part au briefing, y inclus des Etats (Suisse et Norvège), le secrétariat du PNUE ainsi que le réseau de villes ICLEI qui coordonne la position de nombreux GLRs dans les processus environnementaux onusiens.



- Le GCH s'est rendu au Forum économique mondial à Davos en janvier afin de prendre part à un événement organisé par la Suisse sur le plastique, en lien avec la négociation intergouvernementale relative à un nouveau traité contre la pollution plastique.
- En sa qualité d'observateur auprès du PNUE (statut obtenu en avril), le GCH a pris part à la deuxième session de négociation à Paris afin de nouer des contacts utiles avec certains Etats, le PNUE et ICLEI, d'observer la dynamique

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

de négociation et de prononcer une allocution en faveur de la participation des GLRs dans le processus intergouvernemental.

- Soumis deux contributions écrites (12 janvier et 10 août) dans le cadre du processus intergouvernemental afin de mettre en avant des propositions de langage concrètes et des idées pour engager les GLRs dans le futur traité contre la pollution plastique.

Le Comité intergouvernemental qui négocie les dispositions du nouveau traité contre la pollution plastique devrait terminer ses travaux fin 2024, conformément à la résolution 5/14 de l'UNEA qui a établi ledit Comité. Le GCH continuera ainsi à suivre de près les discussions au sein de ce Comité en 2024 et d'encourager les Etats à mieux prendre en compte la voix et le rôle des GLRs dans la lutte contre la pollution plastique qui se doit de prendre en compte tous les niveaux de gouvernements et même toute la société dans son ensemble, afin d'être efficace.

F. Le Forum mondial sur les réfugiés

Fin 2023, Genève a accueilli le 2^e Forum mondial sur les réfugiés, organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) réunissant plus de 4200 participants du monde entier. Cet événement a offert l'opportunité à la communauté internationale d'examiner la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés par les Etats et toutes les autres composantes de la société impliquées dans l'accueil et la protection des réfugiés, y inclus les GLRs.

Le GCH s'est engagé durant toute l'année, en étroite collaboration avec des réseaux de villes actifs sur ce thème (y inclus le *Mayors Migration Council*

(MMC), le *Mayors Mechanism*, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et *Cities Alliance*), pour rappeler au HCR et aux Etats que les GLRs étaient partie prenante au Pacte mondial sur les réfugiés et que ces derniers devaient être impliqués dans le Forum mondial sur les réfugiés.

En termes d'activités menées en 2023 :

- Le GCH est intervenu dans toutes les séances préparatoires du Forum mondial sur les réfugiés réunissant Etats, ONGs et HCR afin d'encourager les Etats à inclure des GLRs dans leurs délégations et de s'assurer que le programme du Forum contiendrait une dimension urbaine, puisque la grande majorité des réfugiés vivent aujourd'hui dans les villes.
- En étroite partenariat avec certains réseaux de villes (cf. ci-dessus), une missive commune a été envoyée en mars à toutes les Missions permanentes à Genève avec des recommandations pour les Etats afin qu'ils engagent véritablement les GLRs en vue du Forum. En outre, une intervention commune a été prononcée en mai, lors d'une séance préparatoire du Forum. Certains Etats ont également été démarchés pour les sensibiliser au rôle des GLRs dans le cadre du Forum, y compris lors d'une réunion organisée avec CGLU et les membres de la Task Force mondiale sur les GLRs en juin.
- Durant le Forum mondial sur les réfugiés, le GCH a été invité comme orateur/modérateur dans plusieurs événements consacrés aux GLRs, notamment la journée des GLRs organisée par CGLU et deux événements de haut-niveau focalisés sur la solidarité dans les villes (avec la participation de nombreux maires), ainsi que sur la nécessité de remplacer les camps

1. Domaines prioritaires d'engagement du GCH suite

de réfugiés par des établissements humains intégrés et durables (avec la participation du Haut-Commissaire Grandi et des GLRs du Kenya et de Jordanie).

- En étroite partenariat avec la ville de Zurich, le GCH s'est engagé pour élaborer un « *pledge* » de villes suisses (Zurich, Berne, Genève, Lausanne, Bâle et Spiez) avec la Confédération et d'autres parties prenantes, présenté lors du Forum. Alors que les villes sont essentielles pour relever les défis actuels en matière de réfugiés, cet engagement vise à mieux prendre en compte le rôle des villes et d'améliorer la collaboration entre les niveaux communaux, cantonaux et fédéraux sur les questions d'asile en Suisse.

LA PARTICIPATION DES GLRS AU 2È FORUM MONDIAL SUR LES RÉFUGIÉS

Alors que lors du 1^{er} Forum mondial sur les réfugiés (2019) il n'y avait quasiment pas de ville présente, plus d'une vingtaine de maires provenant du monde entier ont pris part à la 2^e édition du Forum. Ces derniers ont rappelé que si les politiques d'asile sont déterminées au niveau national, l'accueil, la protection et l'inclusion des réfugiés sont finalement souvent du ressort des GLRs. Plus de 100 engagements (*pledges*) ont ainsi été présentés par les GLRs afin d'améliorer la protection et les conditions de vie des réfugiés et migrants au travers de l'Appel à l'action locale, coordonné par le *Mayors Mechanism*.



2. Diplomatie silencieuse

La diplomatie silencieuse ou « *quiet diplomacy* » demeure une part importante du travail du GCH. Il s'agit notamment de participer à certaines réunions pour en comprendre les dynamiques et l'espace qui peut être créé pour les GLRs, d'établir un réseau de personnes parmi les organisations pertinentes pouvant aider le GCH à accomplir son mandat et de réfléchir de manière informelle aux voies et moyens pour accroître l'influence des GLRs dans le multilatéralisme, notamment en tendant vers l'objectif de long-terme de la création d'un nouveau statut pour les GLRs à l'ONU.

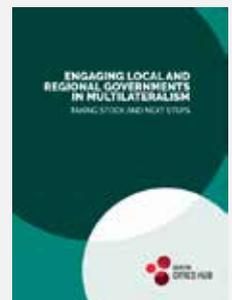
Le GCH s'appuie beaucoup sur la diplomatie silencieuse afin d'avancer dans les six domaines prioritaires mentionnés plus haut. En effet, c'est en créant des réseaux, en dialoguant avec les Etats, les secrétariats des entités et processus multilatéraux, les GLRs et leurs réseaux, les divers experts, en connectant tous ces acteurs que le GCH parvient à avancer sa mission et à développer un narratif visant à créer plus d'espace pour les GLRs, à mettre en avant des propositions de langage dans les textes négociés par les Etats, et également à créer une communauté d'acteurs urbains pour promouvoir des échanges et élever la question urbaine dans l'agenda de la Genève internationale.

Ainsi, le GCH a entrepris des activités informelles diplomatiques toute l'année. En sus des six domaines prioritaires susmentionnés, le GCH a également :

- Noué des relations avec le *UNU Centre for Policy Research*, notamment lorsque ce dernier était en pleine rédaction du rapport du Panel consultatif de haut-niveau du Secrétaire général pour un multilatéralisme efficace (*High Level Advisory*

RÉFLÉCHIR SUR LES VOIES ET MOYENS D'ACCROÎTRE L'ENGAGEMENT MULTILATÉRAL DES GLRs

A l'occasion de ses 3 ans d'existence, le GCH a publié un rapport « *Engaging LRGs in multilateralism: taking stock and next steps* » faisant état de ses réflexions, notamment issues de la « *quiet diplomacy* » et de sa pratique durant ses premières années d'existence. Le rapport examine les opportunités et les défis pour l'engagement des GLRs au sein du multilatéralisme onusien et les acteurs (Etats, organisations internationales, réseaux de villes) qui peuvent soutenir cette entreprise. Le rapport fait valoir que Genève est le bon endroit pour rehausser le profil des GLRs dans le multilatéralisme. Dans ce contexte, le GCH examine quel doit être son rôle pour soutenir les GLRs et les aider à faire bon usage des points d'entrée existants ou d'en créer de nouveaux afin de rendre le système multilatéral plus inclusif, efficace et pertinent à long terme. Dans l'ensemble, le GCH espère que ce document contribue à clarifier ce qui peut être fait pour soutenir l'engagement des GLRs dans les affaires internationales et surmonter les obstacles à cet égard. multilatéraux pertinents, y inclus les négociations relatives à un nouveau traité sur les pandémies.



Board on effective multilateralism). Ainsi, le GCH a été sollicité pour contribuer à la recommandation du HLAB sur la création d'un nouveau statut pour les GLRs à l'ONU.

2. Diplomatie silencieuse suite

- Participé au Brussels Urban Summit coorganisé par les réseaux *Eurocities*, *Metropolis*, *OECD Champion Mayors* et la région de Bruxelles-Capitale (juin). Intervenant durant un événement du *Global Parliament of Mayors*, le GCH s'est prononcé en faveur de la création d'un statut pour les GLRs à l'ONU, tel que recommandé par le Panel consultatif de haut-niveau du Secrétaire général de l'ONU pour un multilatéralisme efficace.
- Été sollicité par le *UN Futures Lab* du Secrétaire général de l'ONU pour coorganiser deux exercices de prévoyance (« foresight ») rassemblant divers acteurs de la Genève internationale (juin et septembre). Le premier exercice a permis de rassembler les acteurs pertinents et de les informer quant à la mission du *UN Futures Lab* et durant le deuxième exercice, il s'est agi de réfléchir collectivement aux impacts de l'urbanisation sur le futur et en particulier sur les capacités nécessaires pour atteindre les ODDs.
- A été invité à participer aux *SDGs Action Week-end*, en amont du Sommet sur les ODDs de l'ONU (New York, 18-19 septembre). Cependant, le Président du GCH a dû décliner à cause d'un conflit de dates. En lien avec ce Sommet, le GCH a envoyé plusieurs lettres aux co-facilitateurs (Irlande et Qatar) afin d'y introduire des références à la localisation des ODDs et au rôle des GLRs dans la Déclaration politique adoptée lors du Sommet sur les ODDs². A noter que cette Déclaration inclut plusieurs références pertinentes à la localisation des ODDs et au niveau local, ce qui est significatif pour un texte formel onusien.
- A été invité, en novembre à prendre part au sommet annuel du le *Global Parliament of Mayors* (GPM), un réseau de villes avec lequel le GCH collabore étroitement autour du nouveau traité sur les pandémies négocié à l'OMS. Le GCH est intervenu en tant qu'orateur dans un panel débattant des moyens pour renforcer les villes (*Empowering cities*), aux côtés des maires de Bonn, Braga, Sarajevo, et d'un représentant de Barcelone et il a également consolidé son réseau de contacts avec les divers villes et réseaux de villes participant au sommet.
- A organisé sa retraite annuelle en décembre. Réunissant traditionnellement les membres fondateurs du GCH (Ville et Canton de Genève), le DFAE, et les organisations partenaires (en 2023, le GCH a invité des réseaux de villes internationaux ainsi que des organisations internationales), la retraite s'est focalisée sur le rôle des réseaux de villes dans l'avancement d'un multilatéralisme plus inclusif. En toile de fond, la question des relations entre villes, Etats et organisations internationales, a été souvent abordée. Les réseaux de villes présents ont affirmé leur intérêt à mieux collaborer, y inclus avec le GCH, afin d'élaborer un narratif commun visant à convaincre les Etats de la valeur ajoutée d'une plus grande participation des GLRs aux processus multilatéraux.
- A soumis, en réponse à l'appel des co-facilitateurs du Pacte pour l'avenir qui devra être adopté à l'issue du Sommet de l'avenir de l'ONU (septembre 2024, New York), une contribution écrite relative au chapitre sur la transformation de la gouvernance mondiale. En particulier, le GCH a suggéré qu'un nouveau statut pour les GLRs soit créé à l'ONU et que le Forum des maires soit institutionnalisé à plus haut-niveau dans le système onusien afin d'en faire le principal point d'entrée pour les maires à l'ONU.

² Cf. résolution 78/1 de l'Assemblée générale de l'ONU, paragraphes: 9, 23, 37 (h, k, s).

3. Geneva Urban Debates

Désormais bien établis en tant qu'« événements urbains » de la Genève internationale, quatre Geneva Urban Debates (GUDs) ont été organisés en 2023 pour débattre de questions urbaines au niveau international, mettre en valeur la contribution des GLRs à cet égard et consolider une communauté d'acteurs intéressés à l'urbain à Genève :

- **Les standards internationaux en soutien aux agendas de développement des villes et des autorités locales** (janvier) : ce GUD a été le fruit d'une collaboration avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO), dont les standards sont largement utilisés par les GLRs, notamment dans les domaines du transport intelligent, de la gestion de l'eau, de la numérisation, de l'isolation, des systèmes de chauffage, d'utilisation des énergies renouvelables, de gestion des urgences, etc. Le GUD s'est focalisé sur la manière dont les standards internationaux peuvent contribuer à améliorer le bien-être des citoyens et à faire progresser le développement de villes intelligentes durables.



- **Conférence de l'ONU sur l'eau 2023** (février) : En amont de cette Conférence, ce GUD visait à expliciter le processus et à encourager les GLRs

à y prendre part, étant donné que les villes sont très exposées aux défis liés à l'eau (pénuries, inondations, assainissement, santé urbaine, etc.). En participant activement à la Conférence, les GLRs peuvent contribuer aux solutions, étant donné leur rôle significatif en termes de consommation d'eau et de traitement des eaux usées.

- **Les principaux résultats de l'Assemblée d'ONU-Habitat** (juin) : Coorganisé avec ONU-Habitat, l'objectif de ce GUD était de partager l'expérience de première main de participants à la 2^e Assemblée d'ONU-Habitat et ses résultats les plus significatifs. Principal organe de gouvernance d'ONU-Habitat, l'Assemblée définit la stratégie de l'organisation, adopte des résolutions et des déclarations. Si les Etats sont les seuls membres de l'Assemblée, de nombreux GLRs étaient présents pour participer aux débats traitant des défis auxquels les GLRs font face. L'événement s'est donc concentré sur la perspective des GLRs, ainsi que le contenu de résolutions pertinentes, telles que celles sur la résilience urbaine, les villes intelligentes ou encore le logement adéquat pour tous.
- **Briefing pour les Maires: 3^e Forum des Maires & Building Bridges 2023** (octobre) : En étroite collaboration avec la CEE-ONU, les organisateurs de Building Bridges, ONU-Habitat et la Suisse, le GCH a organisé un GUD pour informer les maires des principaux résultats du 3^e Forum des maires et de la Conférence Building Bridges, des opportunités que ces événements offrent aux GLRs et leur rôle dans l'avancement d'un multilatéralisme plus inclusif. Ce faisant, le GCH espère qu'en 2024, les GLRs seront encore plus nombreux à participer à ces deux événements clé de la Genève internationale.

4. Autres événements

En sus des *Geneva Urban Debates* et des événements organisés dans le cadre des six domaines prioritaires mentionnés plus haut, le GCH organise et/ou participe à de nombreux autres événements avec divers partenaires sur des thèmes d'intérêt pour les GLRs et la Genève internationale. Parmi ceux-ci, le GCH a :

- Coorganisé avec le Comité international de la Croix Rouge (CICR) et la Mission suisse auprès de l'ONU à Genève un événement en mai avec des acteurs humanitaires basés à Genève afin de promouvoir le rapport du CICR intitulé « *Présent et engagé - La réponse du CICR aux conflits armés et autres situations de violence dans les villes* ». Des autorités locales ont participé à l'événement afin de faire part de leur coopération avec le CICR et du bénéfice qu'elles en tiraient. L'objectif de l'événement était d'encourager les acteurs et donateurs humanitaires à réfléchir collectivement sur l'action humanitaire en milieu urbain et d'adapter leurs perspectives à cet égard.
- Organisé un événement informel lors de la 2^e Assemblée d'ONU-Habitat à Nairobi, en juin. Dans une conférence à laquelle de nombreux GLRs participaient, l'objectif du *side-event* était de les sensibiliser à l'Examen Périodique Universel (EPU), mécanisme peu connu des GLRs qui sont pourtant au front en termes de promotion, respect et mise en œuvre des droits humains au niveau local. Cet événement a également permis au GCH de participer à l'Assemblée de ONU-Habitat et d'observer les dynamiques des négociations intergouvernementales liées aux résolutions, de faire une intervention en plénière, de prendre part à la journée des GLRs organisée

par le réseau de villes CGLU et de rencontrer de nombreux représentants de GLRs.

- Coorganisé, en amont de la conférence internationale pour l'Ukraine (Londres, 21-22 juin) et en étroite collaboration avec la CEE-ONU et le *Geneva Centre for Security Policy*, un événement sur la reconstruction de l'Ukraine. Durant l'événement, le GCH y a promu sa publication visant à présenter une nouvelle approche des organisations internationales pour soutenir la reconstruction de l'Ukraine en s'appuyant largement sur les GLRs.



- Accueilli, à la demande de partenaires (Mission d'Allemagne auprès de l'ONU à Genève, UNITAR, Catalogne), des groupes de maires ou d'étudiants afin de présenter les activités du GCH et de promouvoir une meilleure participation et contribution des GLRs au multilatéralisme.
- Organisé une « fête des voisins » tenue annuellement en juin pour sensibiliser de manière très informelle quelques acteurs clé de la Genève internationale installés dans le voisinage du GCH à ses activités.

4. Autres événements suite



- Été sollicité par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour organiser une réunion d'experts avec donateurs et acteurs humanitaires. Coorganisée par le PAM, la Mission des Etats-Unis auprès de l'ONU à Genève et ONU-Habitat, la réunion a permis de discuter des défis liés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les zones urbaines et de présenter la nouvelle stratégie urbaine du PAM. En particu-

lier, les experts ont abordé le rôle-clé joué par les GLRs afin de relever les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain, car ils sont souvent les premiers à réagir et à fixer les règles du développement des zones urbaines et celles agissant sur le bien-être de leurs citoyens, notamment en ce qui concerne l'expansion urbaine, la fourniture d'infrastructures et de services de base, le logement et les moyens de subsistance.

- Été sollicité par la *Geneva Peacebuilding Platform* pour ouvrir la Geneva Peace Week. En particulier, le Président du GCH, Sami Kanaan, a souligné combien la paix débutait généralement au niveau local et comment les GLRs se positionnaient pour mettre en œuvre des mesures susceptibles de réduire les causes profondes des conflits (en investissant dans l'éducation, la santé, l'intégration sociale, etc.) et ainsi contribuer à une société plus pacifique.

5. Collaboration avec les réseaux de villes

Les réseaux de villes sont des acteurs fondamentaux pour renforcer l'engagement des GLRs à l'international, car ils mobilisent les villes, permettent des échanges entre elles, renforcent leurs capacités et connaissances multilatérales et coordonnent leurs actions. C'est pourquoi, le GCH a toujours cherché à étroitement à collaborer avec plusieurs d'entre eux depuis sa création. S'il en existe plusieurs centaines, le GCH se focalise sur les réseaux de villes qui partagent les mêmes objectifs, à savoir le renforcement des GLRs à l'international. Parmi les réseaux avec lesquels le GCH a collaboré en 2023 :

- Le GCH a développé un excellent modèle de coopération avec le **Global Parliament of Mayors (GPM)** dans le domaine de la prévention, préparation et réponse aux pandémies (cf. point 1.C). Alors que le GPM s'était déjà penché sur cette question en 2018 (bien avant la pandémie de Covid-19), le GCH a naturellement noué un partenariat avec le GPM afin d'engager les maires dans les débats internationaux relatifs aux pandémies. D'un côté, le GPM a apporté avec lui son vaste réseau de maires intéressés à cette question et de l'autre, le GCH a apporté son expertise multilatérale et son statut d'observateur dans les négociations pour influencer le processus de négociation à l'OMS et encourager les Etats à mieux prendre en compte le rôle et la perspective des GLRs dans le nouveau traité.
- La collaboration s'est poursuivie avec l'**Association internationale des maires francophones (AIMF)** en 2023. Notamment, c'est grâce à leur soutien que le Forum des maires a pu bénéficier de la participation de maires du continent africain venus apporter leur perspective sur le développement urbain durable. En outre, l'AIMF a constitué un précieux partenaire pour le GCH afin de relayer les messages sur l'importance du Forum des maires dans le système onusien, sur la nécessité pour les maires de soutenir la Déclaration des maires pour une meilleure prévention, préparation et réponse aux pandémies, ainsi que sur l'opportunité pour les GLRs de participer au Forum mondial sur les réfugiés et de prendre des engagements en faveur des migrants et réfugiés.
- L'engagement du GCH dans le domaine de la pollution plastique a été l'occasion de renforcer les liens avec **ICLEI** qui coordonne la position de nombreux GLRs dans les processus environnementaux onusiens (y compris les conférences sur le changement climatique ou la biodiversité, par exemple). Ainsi, de nombreux échanges ont eu lieu avec ICLEI afin de coordonner nos positions et de réfléchir à une stratégie commune dans le cadre du processus de négociation intergouvernemental relatif à l'élaboration d'un nouveau traité contre la pollution plastique.
- Le Forum mondial sur les réfugiés a été l'occasion de collaborer avec des réseaux de villes focalisés sur les questions de migration. C'est notamment le cas du **Mayors Mechanism, MMC, Cities Alliance**, ainsi que de **CGLU**. Comme mentionné plus haut (cf. point 1.F), le GCH et ces réseaux de villes ont uni leurs voix pour promouvoir, auprès des Etats, les GLRs et leurs actions locales en faveur des migrants et des réfugiés tout au long des mois précédant le Forum mondial sur les réfugiés, ainsi que durant le Forum lui-même.

4. Collaboration avec les réseaux de villes suite

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE AVEC WeGO

Le GCH a étroitement collaboré avec le réseau *World Smart Sustainable Cities Organization* (WeGO) dans le cadre du *Mayors' track* du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Notamment, la Secrétaire générale de WeGO et un de ses membres (Gouverneur de *La Union*, Philippines) ont participé en personne au *Mayors' track* afin de faire part de leur vision en termes de digitalisation dans les villes. Le but de WeGO est d'œuvrer en faveur de la transformation des villes en entités intelligentes et durables par le biais de partenariats entre villes, secteur privé et d'autres institutions. La collaboration entre le GCH et WeGO a par ailleurs été formalisée par la signature d'un protocole d'entente en mars. Les deux organisations se sont engagées à promouvoir une meilleure participation des GLRs dans le multilatéralisme, en particulier lorsqu'il est question de villes intelligentes, durables, résilientes et centrées sur les personnes.



- La collaboration avec **CGLU** (avec qui le GCH a signé un protocole d'entente en 2022) a été mentionnée à plusieurs reprises dans ce rapport, notamment autour des préparatifs relatifs au Forum mondial sur les réfugiés. Le GCH a également modéré une session du séminaire annuel de CGLU, organisé conjointement avec la Ville de Genève et consacré à la prévention et à la gestion territoriale des crises.
- Comme mentionné plus haut, la retraite annuelle du GCH a été consacrée au rôle des réseaux de villes dans l'avancement d'un multilatéralisme plus inclusif. Ainsi, le GCH a réuni plusieurs réseaux de villes afin de pouvoir débattre de cette question, y inclus: **GPM, CGLU, Eurocities, Strong Cities, AIMF, German Marshall Fund Cities** et **Cities Alliance**. Il était intéressant de constater que si les réseaux de villes sont nombreux et parfois en compétition, il existe une réelle volonté de coopérer, notamment pour rendre les GLRs plus visibles au sein de la Genève internationale. Dans ce cadre, le GCH a été reconnu comme un acteur crédible œuvrant à créer les liens entre acteurs internationaux, GLRs et leurs réseaux.

En sus des collaborations mentionnées ci-dessus, le GCH a établi des contacts avec d'autres réseaux et organisations regroupant des GLRs afin de mieux comprendre leurs priorités et modalités d'engagement avec le multilatéralisme et surtout identifier de potentielles pistes de partenariats. C'est le cas avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, *Human Rights Cities Network*, *German Marshall Fund Cities*, *Strong Cities*, *Peace in our Cities*, *Eurocities* et *Metropolis*.

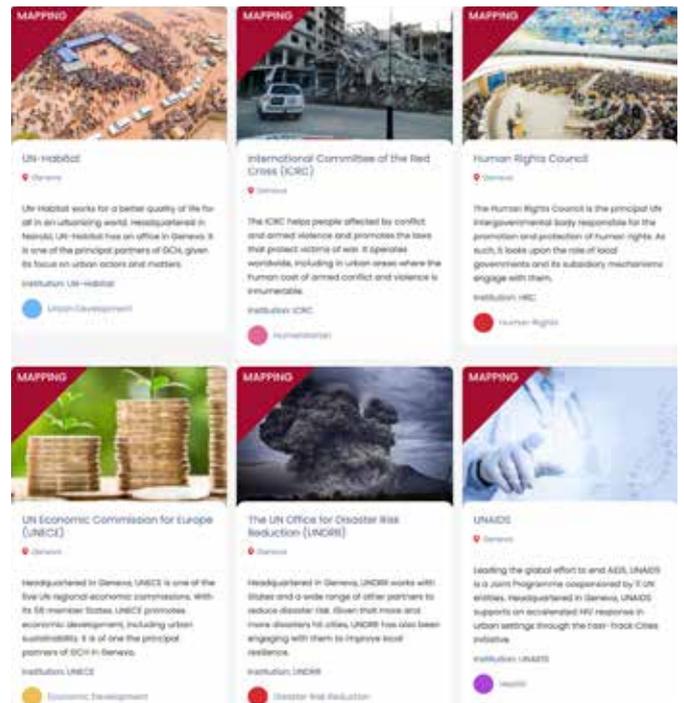
6. Cartographie et Annuaire des réseaux de villes

Le GCH développe et entretient deux produits depuis ses débuts qui sont constitutifs de son identité et des services qu'il offre aux acteurs de la Genève internationale et au-delà: une cartographie (*mapping*) sur le travail urbain des acteurs internationaux à Genève et un annuaire des réseaux de villes internationaux qui présente un écosystème complexe et dynamique peu connu à Genève. Dès le départ, le site internet du GCH a été pensé pour constituer une source d'informations pour les GLRs, les organisations internationales, les Etats et les ONGs intéressés aux questions urbaines. Aussi bien l'annuaire que le mapping remplissent cet objectif.

Ces outils évolutifs renforcent la visibilité et la pertinence du travail du GCH, attirent de nouveaux partenaires et positionnent le GCH comme une organisation focalisée sur l'urbain et experte en multilatéralisme inclusif. Attirant de nombreuses visites sur le site internet du GCH et ses réseaux sociaux, ces produits contiennent à ce jour une vingtaine d'entrées pour la cartographie et une trentaine pour les réseaux de villes.

Parmi les nouvelles entrées en 2023 dans sa cartographie, le GCH a ajouté des données relatives au travail urbain et avec les GLRs du Fonds des

Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Forum économique mondial (WEF) et du PAM. A noter qu'intégrer de nouvelles entrées dans le mapping ou l'annuaire permet de rentrer en contact avec des acteurs et d'éventuellement esquisser des pistes de collaboration/parteneriat possibles sur les questions urbaines. Cela a été le cas par exemple avec le WEF et le PAM en 2023.



7. Villes suisses

Si la mission du GCH est avant tout de portée internationale et que ses activités ont trait aux villes du monde entier, il engage un dialogue spécifique avec les villes suisses. Les discussions entamées en 2021 avec les services des relations extérieures des cinq grandes villes suisses (Bâle, Berne, Lausanne, Genève Zurich) et l'Union des Villes Suisses, se sont donc poursuivies en 2023. L'objectif demeurerait inchangé, c'est-à-dire promouvoir l'échange d'informations sur les priorités et activités internationales des villes suisses et les tenir au courant des processus internationaux pertinents à Genève. En particulier, le GCH a pu fournir des informations relatives à l'Examen périodique universel de la

Suisse, au traité sur les pandémies ou encore sur le Forum mondial sur les réfugiés.

En 2023, le GCH et la ville de Zurich (particulièrement engagée à l'international, notamment sur les questions de migration) se sont appuyés sur ce groupe informel afin de développer un engagement (*pledge*) des villes suisses pour le Forum mondial sur les réfugiés.

Dans le futur, le GCH espère que certains membres de ce groupe adhéreront au GCH en tant que nouveaux membres, afin de consolider l'engagement des villes suisses à l'international.

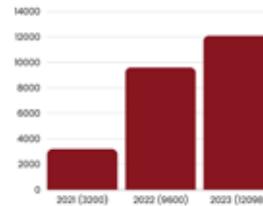


8. Communication

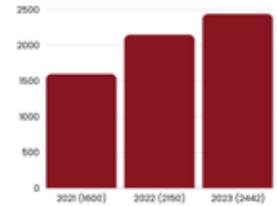
Le GCH cherche à atteindre un public large et hétérogène, y inclus: les GLRs, de tailles très différentes et animés par des priorités dépendant largement de leur contexte politique et géographique; les Etats, dont les Missions permanentes suivent avant tout des thématiques discutées à Genève; les réseaux de villes, tous basés hors de Genève et dont les priorités diffèrent largement; ainsi que les organisations internationales, naturellement focalisées sur leur mandat.

Afin d'atteindre tous ces différents acteurs, notamment pour promouvoir ses événements, mais aussi plus largement pour les informer sur des questions pertinentes pour les GLRs et/ou sur des thèmes urbains, le GCH communique principalement par le biais de son site internet, de ses réseaux sociaux (X/Twitter et LinkedIn) et de sa *Newsletter*. En 2023, le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux du GCH (X/Twitter, LinkedIn, Newsletter) ainsi que le nombre de sessions sur son site internet ont continué à augmenter. La progression a été particulièrement importante sur LinkedIn, où le GCH s'est rendu plus visible avec un nombre accru de publications.

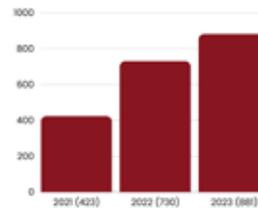
Progression du nombre de sessions sur le site internet 2021-2023



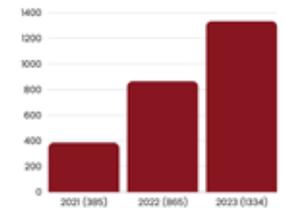
Progression du nombre d'abonnés à la newsletter 2021-2023



Progression du nombre d'abonnés à X/Twitter 2021-2023

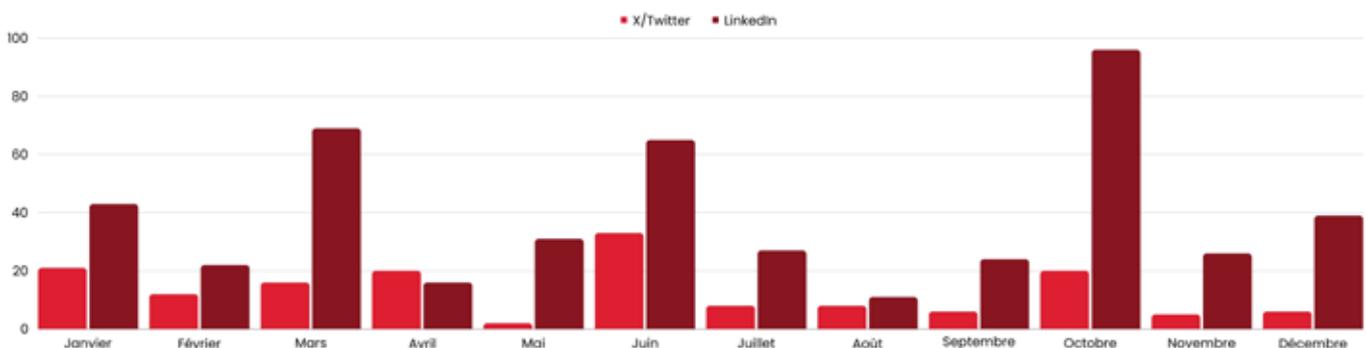


Progression du nombre d'abonnés à LinkedIn 2021-2023



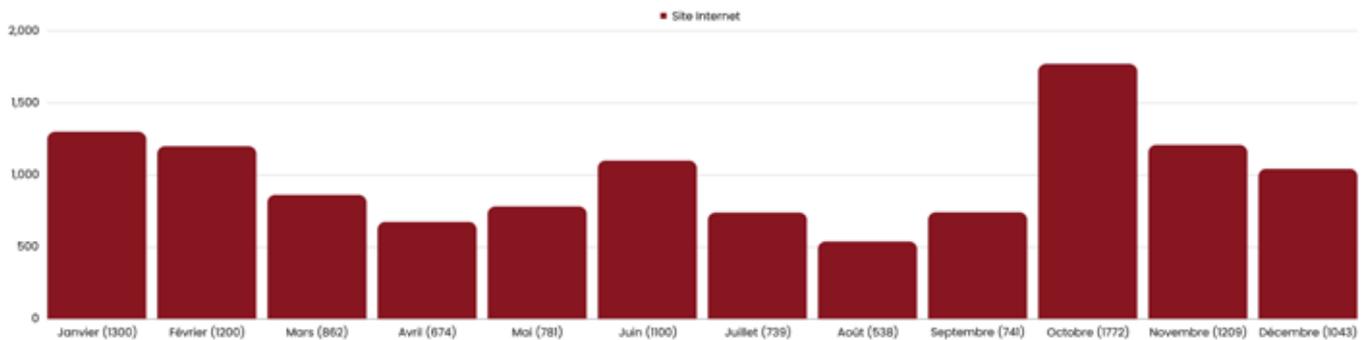
De manière plus détaillée, on constate que l'impact de la communication du GCH est sans surprise intimement corrélée aux événements qu'il organise. Par exemple, le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux et de sessions sur le site internet indiquent un pic durant le mois d'octobre, où le GCH est particulièrement actif avec le Forum des maires et des événements connexes.

Nombre de nouveaux abonnés par mois et par réseau social en 2023



8. Communication suite

Nombre de sessions par mois sur le site Internet en 2023



En termes d'événements, le GCH a en organisé une large palette attirant de nombreux participants, en personne et en ligne. Parmi les participants y figuraient une majorité de représentants de GLRs et de leurs réseaux, des entités de la Genève internationale (Etats, organisations internationales, ONGs, institutions académiques et autres parties prenantes). Ainsi, on s'aperçoit que les GLRs sont bien représentés dans l'audience du GCH et que ses événements abordent des thématiques qui correspondent à leurs préoccupations.



9. Développement institutionnel et financement

Changement de nom et ouverture du GCH à de nouveaux membres

En 2023, le *Geneva Cities Hub* a changé de nom pour devenir le « *Global Cities Hub : connecting local and regional governments to the United Nations and other international organizations* ». En effet, le GCH a souhaité changer de nom afin de signifier que les villes et régions étaient bien plus que de simples entités administratives et économiques. Dans un monde de plus en plus urbanisé, villes et régions sont en réalité des acteurs globaux qui s'élèvent sur la scène internationale et s'engagent dans la gouvernance mondiale des défis communs, aux côtés des États, des organisations internationales et d'autres parties prenantes. Ainsi, le mot « global » prend mieux en compte le statut mondial des villes et reflète également la portée du GCH qui engage les GLRs dans le monde entier. Néanmoins, le GCH continuera à se concentrer principalement sur les processus et les organismes multilatéraux basés à Genève.

En outre, le GCH a adapté ses statuts afin de s'ouvrir à de nouveaux membres. Dans un premier temps, il a approché des villes suisses afin de sonder leur intérêt à devenir membres du GCH. Le GCH compte également approcher d'autres villes et régions hors de Suisse.

Financement

Les deux membres fondateurs du GCH que sont la Ville et le Canton de Genève, soutiennent le GCH en lui fournissant ressources financières et locaux (la Villa Rigot, où le GCH est installé depuis le printemps 2020). Le GCH est également financé par la Confédération Suisse (Département fédéral des affaires étrangères) et d'autres bailleurs de manière plus ponctuelle. La situation financière du GCH est demeurée stable en 2023, grâce au soutien constant de la Ville, du Canton de Genève et de la Confédération.



9. Développement institutionnel et financement suite

Gouvernance

Le GCH est une association de droit suisse, inscrite au registre du commerce de Genève et ses statuts sont publics, ce qui assure une grande transparence aux activités et à la gouvernance du GCH. L'Assemblée générale du GCH se réunit deux fois par année pour, entre autres, approuver le budget et adopter les comptes de l'exercice précédent. Quant à lui, le Comité se réunit environ tous les deux mois pour suivre et gérer les affaires courantes de l'organisation, ainsi que prendre toute mesure utile pour atteindre les buts du GCH.

En 2023, le Président du Comité et représentant de la Ville de Genève, M. Sami Kanaan, a quitté ses fonctions au Comité, afin de devenir Président de l'Assemblée générale du GCH. Une présidence de l'Assemblée générale alternant entre Ville et Canton (les deux membres fondateurs de l'organisation) est prévue dans les nouveaux statuts du GCH adoptés en juin 2023.



10. Perspectives

Après 4 ans d'existence, le GCH a su créer sa place au sein de la Genève internationale et au-delà. Dans le futur, il continuera à appeler les divers acteurs internationaux à mieux prendre en compte le rôle et les perspectives des GLRs dans le multilatéralisme. Il poursuivra également son objectif d'élever l'agenda urbain dans les débats afin d'encourager les Etats, organisations internationales et ONGs à adapter leur mode d'action et de pensée et mieux y intégrer « l'urbain ». Ce travail, le GCH l'effectuera en étroite collaboration avec de nombreux partenaires, y inclus les GLRs eux-mêmes, les réseaux de villes qui partagent des objectifs similaires, les Etats, les organisations internationales, ainsi que des ONGs.

Avec ses partenaires, le GCH continuera en 2024 à s'engager dans les domaines prioritaires identifiés plus haut, tels que le Forum des maires, le Conseil des droits de l'homme, les villes intelligentes au sein du Sommet mondial sur la société de l'information, ainsi que les négociations relatives aux futures pandémies et à la pollution plastique (ces deux processus intergouvernementaux devraient prendre fin avec l'adoption du nouveau traité sur les pandémies lors de l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2024 et la finalisation du nouveau traité sur la pollution plastique d'ici à fin 2024). Le prochain Forum mondial sur les réfugiés sera quant à lui à nouveau organisé à Genève en 2027.

2024 sera une année particulièrement importante pour engager les GLRs au sein d'un multilatéralisme plus inclusif avec les préparatifs relatifs au Sommet de l'avenir de l'ONU (septembre 2024, New York). Lors de ce Sommet, les Etats s'accorderont sur un « Pacte pour l'avenir » qui devrait aborder la question de la transformation de la gouvernance mondiale et les moyens nécessaires pour revigorer le multilatéralisme. A cet égard, une attention particulière sera portée sur la façon dont le système onusien peut mieux inclure une plus large diversité d'acteurs au-delà des Etats, tels que les GLRs, tout en maintenant le caractère intergouvernemental qui caractérise l'ONU.

Le GCH saisira toutes les opportunités durant les préparatifs relatifs au Sommet afin d'encourager les Etats à établir un nouveau statut à l'ONU pour les GLRs (similaire au statut ECOSOC pour les ONGs) pour leur permettre de participer aux travaux de l'ONU en leur propre capacité. Le GCH se fera aussi le promoteur du Forum des maires – la 4^e édition du Forum se focalisera par ailleurs sur le Pacte pour l'avenir et la contribution des maires à cet égard – et de son potentiel à devenir un point d'entrée principal pour les gouvernements locaux à l'ONU. Ces deux points seront réaffirmés par le GCH dans les divers fora où il participera à l'avenir, car ils contribuent à mettre en œuvre la mission du GCH.



*Connecting local and regional governments
to the United Nations and other international organizations*

Global Cities Hub

Villa Rigot
Avenue de la Paix 9
1202 Genève
Suisse

info@globalcitieshub.org

+41 (0) 22 559 46 00

www.globalcitieshub.org